

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative
Bâtiment A
24000 Périgueux

Périgueux, le 29/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BERKEM SAS

Le Marais Ouest
24680 Gardonne

Références : NPB/SEI/310/2025
Code AIOT : 0005200074

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement BERKEM SAS implanté Le Marais Ouest 24680 Gardonne. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°BE-2022-10-02 du 11 octobre 2022 et de l'arrêté préfectoral n° BE-2024-12-02 du 9 décembre 2024 rendant redevable d'une astreinte administrative, tout deux relatifs à la détection automatique d'incendie et aux moyens de lutte contre un incendie de liquides inflammables des réservoirs. Elle a également porté sur les dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERKEM SAS
- Le Marais Ouest 24680 Gardonne
- Code AIOT : 0005200074
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 5 juillet 1995, la société SAS BERKEM a été autorisée à exploiter une usine de production et de formulation de produits biocides (traitement de bois), d'extraction de substances végétales, de régénération de solvants et de chimie à façon. L'arrêté préfectoral n° BE-2022-06-04 du 20 juin 2022 relatif à l'installation de fabrication et de vente de produits de traitement de matériaux et d'extraits végétaux a consolidé les prescriptions des actes antérieurs. En 2023, les différentes filiales de la société ont été regroupées au sein de BERKEM DEVELOPPEMENT.

Les contrôles par sondage réalisés lors de la visite terrain ont concerné :

- l'installation d'extinction automatique à mousse bas foisonnement des bâtiments de stockage B4, B9 et B10 ;
- les stockages d'acétate d'éthyle C30 et d'éthanol C32 ;
- les stockages de produits de traitement du bois C1001 et C1007 ;
- les rétentions associées à ces quatre réservoirs.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Risque incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	3) Examen d'un dossier de réservoir	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28	/	Demande d'action corrective	3 mois
6	5) Modalités de suivi des réservoirs soumis au	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	/	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	PMII				
9	3) Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	/	Demande d'action corrective	3 mois
10	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	/	Demande d'action corrective	3 mois
12	6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Demande d'action corrective	1 mois
13	7) Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Demande d'action corrective	1 mois
14	6) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	/	Demande d'action corrective	1 mois
15	Défense contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 11/10/2022, article 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tuyauteries de matières	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	matières dangereuses	04/10/2010, article 25-V	d'action corrective	
2	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1	/	Sans objet
3	2) Recensement des réservoirs soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	/	Sans objet
5	4) Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	/	Sans objet
7	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	/	Sans objet
8	2) Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	/	Sans objet
11	5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Sans objet
16	Détection incendie	AP de Mise en Demeure du 11/10/2022, article 1	/	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments portés à la connaissance de l'inspection concernant l'extension du système de détection automatique d'incendie à l'ensemble des locaux abritant les installations de mélange et de stockage de liquides inflammables permettent de lever la mise en demeure et l'astreinte correspondant à ce point spécifique.

En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que les moyens dont il s'est doté pour lutter contre un incendie de liquides inflammables stockés en réservoirs aériens cylindriques verticaux de manière autonome permettent de répondre à l'article 43 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Les justifications sont attendues dans un délai de trois mois ; à défaut, les sommes correspondant à l'arrêté préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative pourront être recouvertes.

En ce qui concerne la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements, les principales actions correctives attendues par l'inspection portent sur les tuyauteries et les structures inter-unités les supportant ; en effet, aucun des équipements soumis au plan de

modernisation des installations industrielles (PMII) n'est suivi à ce titre par l'exploitant. Il est par ailleurs attendu que le contenu des inspections externes détaillées des réservoirs soumis au PMII, actuellement limité à des mesures d'épaisseur et à des relevés de verticalité, soit complété conformément aux prescriptions du guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux DT 94.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tuyauteries de matières dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries de matières dangereuses
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 18/01/2025
Prescription contrôlée : E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis un plan des tuyauteries de matières dangereuses en date du 11 avril 2025. Il lui a été recommandé d'y ajouter les principales caractéristiques des conduites, telles que le diamètre nominal ou la nature des substances transportées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 1) Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : <ol style="list-style-type: none"> 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations

réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : Pour mémoire, et conformément au III.C de l'article 1 de l'arrêté du 1er juin 2015, l'exploitant a choisi d'appliquer toutes les prescriptions de l'arrêté du 3 octobre 2010 sauf les articles 43 à 50 qui sont remplacés par les articles 14, 44 à 52, 58 et 59 de l'arrêté du 1er juin 2015. L'exploitant a par ailleurs indiqué avoir connaissance de la double réglementation liée au vieillissement des installations (arrêté du 3 octobre 2010 et section 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 03/10
Prescription contrôlée : 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection
Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis un tableau listant les stockages de liquides inflammables ainsi que les rétentions et les tuyauteries associées. Les équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) sont identifiés et l'exploitant a indiqué que les services maintenance et QHSE sont responsables de la mise à jour de cette liste. Les réservoirs de plus de 10 m ³ contenant les produits suivants ont bien été identifiés comme étant soumis à l'arrêté du 3 octobre 2010 : éthanol, solvant régénéré (mention de danger H225), White Spirit D40, méthanol, acétate d'éthyle. Les réservoirs contenant les produits suivants n'ont pas été identifiés comme étant soumis à l'arrêté du 3 octobre 2010 : ISOPAR L, Imbentin-U/100 et Imbentin-SG/803. Il a été constaté que leurs fiches de données de sécurité n'indiquent pas les mentions de danger H224, H225 et H226.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : 3) Examen d'un dossier de réservoir

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 28
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 03/10
Prescription contrôlée : Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles : - date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ; - volume du réservoir ;

<ul style="list-style-type: none"> - matériaux de construction, y compris des fondations ; - existence d'un revêtement interne et date de dernière application ; - date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ; - liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ; - dates, types d'inspection et résultats ; - réparations éventuelles et codes utilisés. <p>Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen par sondage des dossiers des réservoirs soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) au titre de l'arrêté du 3 octobre 2010 a porté sur les stockages d'acétate d'éthyle C30 (construit en 1991 et d'une capacité de 41400 L) et d'éthanol C32 (construit en 1991 et d'une capacité de 30000 L). L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les dossiers de suivi individuel de ces stockages.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant constitue les dossiers de suivi individuel des stockages d'acétate d'éthyle C30 et d'éthanol C32.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : 4) Plan d'inspection des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 03/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. Ce plan comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des visites de routine ; - des inspections externes détaillées ; - des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'instruction « I-SEC-18 - Plan d'inspection des réservoirs de stockage, rétentions et tuyauteries associées » en date du 6 avril 2020. Celle-ci reprend les principales dispositions du guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux</p>

<p>DT 94, et notamment la réalisation d'une visite de routine annuelle et d'une visite externe détaillée tous les 5 ans. Il est également précisé que l'ensemble des cuves de stockage sont en acier inoxydable, qu'elles contiennent des produits faiblement ou nullement corrosif, et que les modes de dégradation principaux envisagés sont des petites fissures au niveau des soudures entraînant un suintement ou de faibles fuites.</p> <p>L'exploitant a également présenté le logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) en place depuis 2022 et qui gère notamment la planification des contrôles des équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : 5) Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – rapport inspection 03/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>29-2. Les visites de routine permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. (...) L'intervalle entre deux visites de routine n'excède pas un an.</p> <p>29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.</p> <p>29-4. (...) Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable. Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p> <p>29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen par sondage des dossiers des réservoirs soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) au titre de l'arrêté du 3 octobre 2010 a porté sur les stockages d'acétate d'éthyle C30 (construit en 1991 et d'une capacité de 41400 L) et d'éthanol C32 (construit en 1991 et d'une capacité de 30000 L).</p> <p>L'exploitant a présenté les comptes rendus des dernières visites de routine, finalisés le 11 avril 2025. 20 points de contrôle sont listés : état général des 4 pieds de cuve : présence de corrosion, absence de signes de fuites tôle de fond et pieds de cuve, absence de déformation de la virole,</p>

absence déformation tôle de fond... Pour les deux cuves, ils sont tous évalués « conforme ».

L'exploitant a présenté les rapports n° R11542386-001-1 et R11542389-001-1 des dernières inspections externes détaillées en date du 11 mai 2020. Ceux-ci ne font pas référence au guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux DT 94 auquel il est fait référence dans l'instruction « I-SEC-18 - Plan d'inspection des réservoirs de stockage, rétentions et tuyauteries associées » (cf. point de contrôle n° 4). Les contrôles ont par ailleurs uniquement consisté à des mesures d'épaisseur (robe, fond inférieur et fond supérieur) et à des relevés de verticalité. Les conclusions ne portent en outre pas sur la capacité des équipements à être exploités jusqu'aux prochaines inspections.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que les pieds des deux cuves étaient fortement corrodés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les rapports des prochaines inspections externes détaillées des stockages C30 et C32 (prévues en décembre 2025). Conformément au guide DT 94, celles-ci devront comprendre a minima :

- une revue des visites de routine ;
- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et de ses accessoires ;
- une inspection visuelle de l'assise ;
- une inspection de la soudure robe fond ;
- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;
- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir et notamment de la verticalité, de la déformation de la robe et de la présence de tassements ;
- l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

L'exploitant évalue l'état de corrosion des supports des stockages C30 et C32 et présente, le cas échéant, les réparations envisagées. Il réexamine également le déroulement des contrôles et, si nécessaire, les adapte, ces défauts importants n'ayant pas été détectés lors des dernières visites de routine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : 1) Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application

Prescription contrôlée :

Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.

Constats :

L'établissement étant soumis à autorisation pour au moins une rubrique ICPE, l'arrêté du 4

<p>octobre 2010 s'applique à tout le site.</p> <p>L'exploitant a par ailleurs indiqué avoir connaissance de la double réglementation liée au vieillissement des installations (arrêté du 3 octobre 2010 et section 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : 2) Recensement des réservoirs soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et - les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis un tableau listant les stockages de liquides inflammables ainsi que les rétentions et les tuyauteries associées. Les équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) sont identifiés et l'exploitant a indiqué que les services maintenance et QHSE sont responsables de la mise à jour de cette liste.</p> <p>Les réservoirs de plus de 10 m³ contenant les produits de traitement de bois (mention de danger H410) ont bien été identifiés comme étant soumis à la section 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010.</p> <p>Les réservoirs contenant les produits suivants n'ont pas été identifiés comme étant soumis à la section 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010 : ISOPAR L, Imbentin-U/100 et Imbentin-SG/803. Il a été constaté que leurs fiches de données de sécurité n'indiquent pas les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410.</p> <p>Aucun réservoir n'a de capacité supérieure à 100 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : 3) Dossier des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10
Prescription contrôlée : 4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)
Constats : L'examen par sondage des dossiers des réservoirs soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) au titre de la section 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010 a porté sur les stockages de produits de traitement du bois C1001 et C1007 (construits en 1999 et d'une capacité de 30000 L). L'exploitant a fourni les plans de fabrication de ces stockages mais n'a pas été en mesure de présenter leurs dossiers de suivi individuel complets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant constitue les dossiers de suivi individuel des stockages de produit de traitement du bois C1001 et C1007.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : 4) Plan d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11
Prescription contrôlée : Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède : - à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ; - à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. - pour les réservoirs de plus de 100 m ³ , à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir

tous les dix ans(...).

Constats :

L'exploitant a présenté l'instruction « I-SEC-18 - Plan d'inspection des réservoirs de stockage, rétentions et tuyauteries associées » en date du 6 avril 2020. Celle-ci reprend les principales dispositions du guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux DT 94, et notamment la réalisation d'une visite de routine annuelle et d'une visite externe détaillée tous les 5 ans. Il est également précisé que l'ensemble des cuves de stockage sont en acier inoxydable, qu'elles contiennent des produits faiblement ou nullement corrosif, et que les modes de dégradation principaux envisagés sont des petites fissures au niveau des soudures entraînant un suintement ou de faibles fuites.

L'exploitant a également présenté le logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) en place depuis 2022 et qui gère notamment la planification des contrôles des équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII).

L'examen par sondage des dossiers des réservoirs soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) au titre de la section 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010 a porté sur les stockages de produit de traitement du bois C1001 et C1007 (construits en 1999 et d'une capacité de 3000 L).

L'exploitant a présenté les comptes rendus des dernières visites de routine, finalisés le 11 avril 2025. 20 points de contrôle sont listés : état général des 4 pieds de cuve : présence de corrosion, absence de signes de fuites tôle de fond et pieds de cuve, absence de déformation de la virole, absence déformation tôle de fond... Pour les deux cuves, ils sont tous évalués « conforme ».

L'exploitant a présenté les rapports n° R11542372-001-1 et R11542378-001-1 des dernières inspections externes détaillées en date du 11 mai 2020. Ceux-ci ne font pas référence au guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux DT 94 auquel il est fait référence dans l'instruction « I-SEC-18 - Plan d'inspection des réservoirs de stockage, rétentions et tuyauteries associées ». Les contrôles ont par ailleurs uniquement consisté à des mesures d'épaisseur (robe, fond inférieur et fond supérieur) et à des relevés de verticalité. Les conclusions ne portent en outre pas sur la capacité des équipements à être exploités jusqu'aux prochaines inspections.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que les deux cuves étaient en bon état général apparent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet les rapports des prochaines inspections externes détaillées des stockages C1001 et C1007 (prévues en décembre 2025). Conformément au guide DT 94, celles-ci devront comprendre a minima :

- une revue des visites de routine ;
- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et de ses accessoires ;
- une inspection visuelle de l'assise ;
- une inspection de la soudure robe fond ;
- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;
- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir et notamment de la verticalité, de la déformation de la robe et de la présence de tassements ;
- l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y

a lieu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : 5) Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis un tableau listant les stockages de liquides inflammables ainsi que les rétentions et les tuyauteries associées. Les équipements soumis au plan</p>

<p>de modernisation des installations industrielles (PMII) sont identifiés et l'exploitant a indiqué que les services maintenance et QHSE sont responsables de la mise à jour de cette liste.</p> <p>Les tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 contenant les produits de traitement de bois (mention de danger H410) ont notamment bien été identifiés comme étant soumis à la section 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010.</p> <p>Aucune tuyauterie n'a un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100.</p> <p>En outre, dans la dernière version de l'étude de dangers portée à la connaissance de l'inspection, il n'a pas été identifié de tuyauterie pour laquelle une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : 6) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries – état initial inspections 04/10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'instruction « I-SEC-18 - Plan d'inspection des réservoirs de stockage, rétentions et tuyauteries associées » en date du 6 avril 2020. Celle-ci ne traite cependant pas des tuyauteries.</p> <p>L'exploitant a également présenté le logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) en place depuis 2022 et qui gère notamment la planification des contrôles des équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII).</p> <p>L'inspection a cependant constaté qu'aucune des tuyauteries identifiées (cf. point de contrôle n° 11) n'était suivie dans ce logiciel. L'exploitant a confirmé qu'il n'existait aucun programme d'inspection de ces tuyauteries.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à un examen visuel des tuyauteries soumises à PMII et transmet les conclusions des contrôles réalisés dans un délai d'un mois.</p> <p>L'exploitant élabore un plan d'inspection des tuyauteries soumises à PMII dans un délai de trois mois.</p> <p>En cas de non respect de ces échéances, un arrêté de mise en demeure de respect de prescription sera proposé à la signature du préfet de Dordogne.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : 7) Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis un tableau listant les stockages de liquides inflammables ainsi que les rétentions et les tuyauteries associées. Les équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII) sont identifiés et l'exploitant a indiqué que les services maintenance et QHSE sont responsables de la mise à jour de cette liste.

Les cuvettes de rétention des réservoirs visés à l'article 4 de l'arrêté du 4 octobre 2010 (cf. point de contrôle n° 8) et ceux visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ (cf. point de contrôle n° 3) ont bien été identifiées comme étant soumises à la section 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010.

Les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010 (cf. point de contrôle n° 11) n'ont pas été identifiées comme étant soumis à la section 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complète la liste des équipements soumis au PMII par les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : 6) Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

L'exploitant a présenté l'instruction « I-SEC-18 - Plan d'inspection des réservoirs de stockage, rétentions et tuyauteries associées » en date du 6 avril 2020. Celle-ci ne traite cependant pas ni des cuvettes de rétention ni des structures supportant les tuyauteries inter-unités.

L'exploitant a également présenté le logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) en place depuis 2022 et qui gère notamment la planification des contrôles des équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PMII).

- Cuvettes de rétention

L'examen par sondage des dossiers des cuvettes de rétention soumis au PMII au titre de la section 1 de l'arrêté du 4 octobre 2010 a porté sur celle de la plateforme P7 (stockages C30 à C33) et celles des stockages de produit de traitement du bois C1001 et C1007.

L'exploitant a présenté les comptes rendus des dernières visites de routine, finalisés le 11 avril 2025. 6 points de contrôle sont listés : état général des 4 pieds de cuve, béton dégradé, bon état revêtement, cuvette encombrée... Pour les 3 cuvettes de rétention, ils sont tous évalués « conforme ».

Un désordre de niveau 2E (« désordre qui ne nécessite pas de réparation à court ou moyen terme mais qui présente un risque d'évolution qu'il convient de surveiller », cf. guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures DT 92) relatif au revêtement de la cuvette de rétention de la plateforme P7 est cependant enregistré dans le logiciel de GMAO. Lors de la visite terrain, l'inspection a effectivement constaté que celui-ci présentait une désagrégation généralisée.

- Structures supportant les tuyauteries inter-unités

L'inspection a constaté qu'aucune des structures supportant les tuyauteries inter-unités identifiées comme étant soumises au PMII (cf. point de contrôle n° 11) n'était suivie dans le logiciel de GMAO.

L'exploitant a confirmé qu'il n'existait pas de programme d'inspection des structures supportant les tuyauteries inter-unités soumises au PMII.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Cuvettes de rétention

L'exploitant justifie que les désordres constatés ne sont pas de nature à compromettre la capacité de rétention de la cuvette de rétention de la plateforme P7. Dans le cas où ceux-ci ne nécessitent effectivement pas de réparation à court ou moyen terme, il détaille le plan d'actions de contrôle renforcé mis en place (cf. guide DT 92). Ce suivi doit être de nature à garantir que l'exploitation de l'ouvrage pourra se poursuivre dans le respect des conditions de sécurité requises.

- Structures supportant les tuyauteries inter-unités

<p>L'exploitant procède à un examen visuel des structures supportant les tuyauteries inter-unités soumises à PMII et transmet les conclusions des contrôles réalisés dans un délai d'un mois.</p> <p>L'exploitant élabore un plan d'inspection des structures supportant les tuyauteries inter-unités soumises à PMII dans un délai de trois mois.</p> <p>En cas de non respect de ces échéances, un arrêté de mise en demeure de respect de prescription sera proposé à la signature du préfet de Dordogne.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Défense contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/10/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 04/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Astreinte • date d'échéance qui a été retenue : 09/09/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BERKEM exploitant une installation de fabrication et de vente de produits de traitement de matériaux et d'extraits végétaux sise « le Marais Ouest » sur la commune de Gardonne est mise en demeure de respecter les dispositions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [...] • l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, en se dotant de l'ensemble des moyens nécessaires pour lui permettre de lutter contre un incendie de liquides inflammables stockés en réservoirs aériens cylindriques verticaux de manière autonome, sans avoir recours aux services publics d'incendie et de secours, dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zone P7 <p>L'exploitant a indiqué qu'un système de protection de type rideau d'eau + couronne d'arrosage par mousse bas foisonnement avait été installé au niveau des réservoirs. Le rapport de mise en service en date de septembre 2023 transmis par e-mail du 15 décembre 2025 fait état d'un dosage en mousse inférieur au dosage requis. L'exploitant a indiqué à l'inspection que ce point avait été soldé depuis les essais réalisés après la mise en service.</p>

- Bâtiments de stockage B4, B9 et B10

L'exploitant a indiqué qu'un système de protection de type boîtes à mousse bas foisonnement avait été installé pour l'extinction d'un incendie dans les rétentions associées aux réservoirs de liquides inflammables. Le rapport de réception de l'installation en date du 5 novembre 2025 transmis par e-mail du 20 novembre 2025 ne fait état d'aucune observation particulière. Lors de la visite terrain, l'inspection a cependant constaté que le dérangement de trois des électrovannes était remonté à la centrale de détection et de contrôle d'extinction. Par e-mail du 15 décembre 2025, l'exploitant a indiqué qu'à la suite de l'intervention du prestataire Eurofeu ayant notamment conduit au changement d'une des trois électrovannes, le système était désormais entièrement opérationnel.

De plus, l'exploitant a précisé par e-mail du 26 novembre 2025 que le refroidissement des réservoirs et la protection du bâtiment B11 était assuré par les équipes d'intervention et l'utilisation des postes incendie additivités (PIA).

Que ce soit pour la zone P7 ou pour les bâtiments de stockage B4, B9 et B10, aucun document n'a été présenté à l'inspection permettant de justifier que les mesures mises en œuvre répondent aux exigences de l'article 43 de l'arrêté du 3 octobre 2010. L'exploitant a cependant indiqué qu'une mise à jour de l'étude de dangers du site était en cours, « afin de confirmer la pertinence des moyens déployés, [...] puis procéder dans un second temps à l'acquisition si besoin des matériels nécessaires [...] ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant démontre, par un récolement détaillé à l'article 43 de l'arrêté du 3 octobre 2010, que les moyens dont il s'est doté pour lutter de manière autonome contre un incendie de liquides inflammables stockés en réservoirs aériens cylindriques verticaux présents au niveau de la zone P7 et des bâtiments de stockage B4, B9 et B10 sont adaptés.

Les justifications devront notamment porter sur :

- les scénarios les plus défavorables considérés (feu de réservoir, feu de nappe...) ;
- les débits d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau (en tenant compte du refroidissement des installations menacées) ;
- l'adéquation aux moyens humains associés en cas d'usage de moyens semi-fixes ou mobiles.

L'exploitant transmet en outre les attestations de conformité des installations d'extinction automatique d'incendie correspondantes.

Il est rappelé qu'à la date de l'inspection, et conformément à l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2024 rendant redevable d'une astreinte administrative, la somme de 50 550 euros est recouvrable pour non respect des dispositions du premier point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 octobre 2022 (150 euros x 337 jours, depuis la notification à l'exploitant le 16 décembre 2024).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/10/2022, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

La société BERKEM exploitant une installation de fabrication et de vente de produits de traitement de matériaux et d'extraits végétaux sise « le Marais Ouest » sur la commune de Gardonne est mise en demeure de respecter les dispositions de :

- l'article 8.8.4 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2022 susvisé, en installant un système de détection automatique d'incendie dans l'ensemble des locaux abritant les installations de mélange et de stockage de liquides inflammables sur le site, dans un délais de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- [...].

Constats :

L'exploitant a confirmé que le système de détection automatique d'incendie avait été étendu à l'ensemble des locaux abritant les installations de mélange et de stockage de liquides inflammables. Les rapports de mise en service SIEMENS en date du 13 septembre 2024 (migration et extension de la détection incendie existante) et du 20 décembre 2024 (mise en service du détecteur incendie flamme EX située en zone broyeur - B74), présentés à l'inspection, indiquent que les réceptions ont été réalisées sans réserve. L'exploitant a également transmis par e-mail du 15 décembre 2025 les comptes rendus de maintenance préventive SIEMENS du 2 avril et du 19 août 2025, ces derniers faisant état d'un système opérationnel sans action corrective à mener.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure